
HELSINKI – Session de renforcement de capacités du GAC
Lundi 27 juin 2016 – 11h30 à 12h30 EEST
ICANN56 | Helsinki, Finlande

ALICE MUNYUA:

Merci beaucoup, Thomas. Merci à tous. Je voudrais donc vous rappeler ce sur quoi travaille notre groupe de travail, sur les zones mal desservies. Nous essayons donc d'améliorer les connaissances des représentants du GAC, pour augmenter leur participation. En ce qui concerne le renforcement des capacités, nous nous sommes focalisés notamment sur la région de l'Afrique, l'Amérique du Sud et les Caraïbes, et l'Asie du Sud-Est. Nous avons organisé donc ces séances de renforcement des capacités tous les deux ans. La dernière a été à Dublin.

Nous essayons donc de formaliser ce type de travail à travers des vidéos, des brochures, des documents traduits dans les différentes langues et nous travaillons très étroitement avec la communauté de l'ICANN et les autres groupes de travail qui s'occupent du renforcement des capacités, comme par exemple l'équipe qui travaille sur la cyber-sécurité, l'application de la loi, les noms géographiques.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Il y a une discussion concernant la relation entre les gouvernements et le nom de domaine géographique. Il y a des discussions en ce qui concerne la sécurité du DNS, l'IPv6, les IDN, et je vais donc laisser le co-Président du groupe vous en parler un petit peu.

PUA HUNTER:

Merci Alice. L'objectif de ce groupe de travail est d'augmenter le niveau de connaissance des représentants du GAC, ce qui va conduire à une meilleure participation; une participation qui va être traduite par un nombre accru de représentants du GAC.

Nous essayons donc de développer des mécanismes pour encourager la participation, pour augmenter les connaissances des membres du GAC et augmenter la participation donc dans l'industrie des noms de domaine.

Le renforcement des capacités a lieu à travers des séances. Nous sommes bien entendu ouverts à toute suggestion pour encourager la participation des membres du GAC et la participation de manière générale.

Je vais passer la parole aux autres présentateurs.

ANNE-RACHEL INNE:

Merci beaucoup. Bonjour à tous. Je m'appelle Anne-Rachel Inne. Je travaille avec le groupe de relation avec les parties prenantes

mondiales. Je travaille à Genève. Je travaille notamment dans l'équipe de relation avec les parties prenantes gouvernementales. Je vais également vous présenter mes collègues avant de commencer.

Je peux voir Chris Mondini qui s'occupe de... Chris, est-ce que vous pouvez vous mettre debout? Très bien. Chris Mondini s'occupe de la relation avec les parties prenantes de l'Amérique du Nord. Jean-Jacques Sahel, Pierre Dandjinou, Jia-Rong Low, Rodrigo De la Serra, Baher Esmat et Michael Yakushev. Voilà mes collègues qui sont dans les différentes régions, et c'est eux que vous voyez au quotidien. C'est à eux que revient l'initiative d'un grand groupe de séance de renforcement des capacités.

Je travaille à Genève avec Tarek Kamel et Nigel Hickson. Nous nous occupons des organisations intergouvernementales autant à Genève qu'à New-York.

Diapo suivante s'il vous plait. Très bien, vous voyez donc l'ordre du jour. Je vais aborder trois ou quatre diapos. Ces diapos vous ont été distribuées. Je vous prie d'y jeter un coup d'œil.

Nous voulons aujourd'hui pouvoir entamer une bonne discussion par rapport au travail qui est fait sur le terrain, le travail que nous faisons, mais aussi le travail que vous pouvez nous proposer de faire pour essayer de nous assurer que vous-même puissiez comprendre ce que fait l'ICANN.

Je vais parler un petit peu de l'équipe de relation avec les parties prenantes mondiales, et ce que ces équipes font au niveau des différentes régions. Je vais vous donner des exemples de ce qu'il se passe en Amérique latine, en Afrique, en Australie et dans la région Asie-Pacifique, ce que font ces équipes à New-York, à Genève.

Diapo suivante, s'il vous plait.

Très bien. Quels sont les moyens pour interagir avec la communauté? Vous les voyez ici. Nous avons des séminaires en ligne. Par exemple, certaines équipes régionales avant de venir à la réunion de l'ICANN, on fait des présentations concernant les politiques qui seront abordées dans la réunion du GAC. Pour certaines régions ces séminaires en ligne nous permettent de pouvoir raconter un petit peu à la communauté quels sont les sujets qui seront abordés dans les réunions de l'ICANN.

Mais ces séminaires Web peuvent aussi être ciblés sur certains sujets qui sont intéressants pour certaines régions. Vous pouvez nous adresser vos demandes s'il y a des séminaires que vous voulez voir être mis en place dans vos régions. Ces séminaires peuvent être mis en place dans différentes langues.

Nous avons aussi des téléconférences. Ces téléconférences sont utilisées par notre équipe pour nous assurer que les gens puissent mieux comprendre certains sujets spécifiques. Ces

téléconférences peuvent être demandées par certains pays ou par certaines régions.

Nous avons également des réunions d'information individuelles. Par exemple, lorsque nos équipes se trouvent sur place, que ce soit au niveau régional, national ou local. On peut mettre en place des réunions en face à face, des réunions individuelles avec des gens du pays ou de la région. Les représentants du GAC sont très souvent présents dans ces réunions, où l'on aborde les sujets sur lesquels nous travaillons au sein de l'ICANN. Cela peut s'agir de stratégie, d'objectifs.

Nous avons certaines régions qui ont établi leur propre stratégie, leurs propres objectifs pour renforcer la participation ou pour interagir avec les groupes de l'ICANN. Tous ces sujets sont abordés dans ce type de réunion d'information individuelle.

Il existe également des réunions spéciales qui sont tenues avec les membres de la communauté. Il s'agit pour la plupart de réunions qui ont trait aux stratégies régionales sur certains sujets qui sont liés à l'industrie du DNS de la région.

Par exemple, l'année dernière, je me souviens que l'équipe africaine a tenu une réunion sur la propriété intellectuelle. Ils ont discuté de questions liées à la propriété intellectuelle relative à certains noms de domaines pour mieux comprendre les enjeux de ce type de questions.

Des listes de diffusion, nous avons plusieurs listes de diffusion. Tout ce qui a trait au travail de l'ICANN est distribué dans ces listes de diffusion. Tout le travail du GAC est également distribué dans ces listes de diffusion.

Et certaines équipes ont des listes de diffusion qui sont consacrées aux représentants du GAC afin qu'ils puissent faire un suivi de ce qui se passe dans l'industrie des noms de domaine par exemple.

Nous avons des formations, des ateliers de formation sur le DNS, sur la sécurité – sur comme je vous l'ai dit, la propriété intellectuelle ou tout simplement des ateliers pour voir ce que représente l'Internet pour certains secteurs comme l'académie, etc.

Nous avons des relations également avec des pays qui ne sont pas membres du GAC. Nous mettons en place des formations avec des membres de la communauté.

Diapo suivante, s'il vous plait.

Dans le Moyen-Orient et la région africaine, l'équipe de l'ICANN, à la demande de la communauté, a organisé ce que nous appelons des centres d'entrepreneuriat DNS, c'est-à-dire des centres qui ont été créés pour nous assurer qu'il existe des formations et des entraînements pour les gens qui sont

intéressés à devenir des opérateurs de registre des bureaux d'enregistrement.

Comme vous le savez, il s'agit de régions où il y a très peu d'interaction au niveau des registres ou des bureaux d'enregistrement. Ces centres d'entrepreneuriat sont donc des endroits où l'on peut aborder les meilleures pratiques pour les bureaux d'enregistrement, le développement de l'industrie du DNS. Comment un ccTLD, par exemple, peut agir sur le marché, les opérations DNS et la sécurité? Voilà un petit peu les formations qui sont proposées dans ce type de centre. Des formations pour les formateurs. Donc voilà, ces centres d'entrepreneuriat sont créés dans ces deux régions: Moyen-Orient et Afrique.

Nous tenons des réunions thématiques. La communauté, par exemple, nous a demandé d'avoir davantage de renforcement des capacités en matière de règlement de litige relatif à des noms de domaines, parce que cela représente un vrai problème, un véritable enjeu. Ils voulaient donc créer un groupe d'experts juridiques afin, de pouvoir se consacrer à cette question. Au fur et à mesure que les gens commencent à utiliser l'Internet, des litiges apparaissent en matière de titularité de marques – comme vous pouvez l'avoir vu dans différents domaines, comme Gema nous a dit par rapport aux noms géographiques, aux extensions géographiques, etc.

Nous visitons les différents pays également. Nous abordons la question des IDN, des noms de domaines internationalisés. Pour certaines communautés, ces IDN représentent un enjeu important parce qu'il y a des régions qui ne parlent pas les langues officielles, que ce soit français, espagnol ou anglais. Et donc, il est important que nous puissions mettre à disposition de ces régions un certain nombre de documents dans leur propre langue.

Nous n'avons pas beaucoup de temps pour passer en revue la diapo suivante.

Vous voyez donc qu'il y a des séminaires consacrés au GAC. Nous organisons des séances de renforcement des capacités au niveau de l'académie à travers un programme de stage.

Dans la région Asie-Pacifique, il y a des entraînements, des formations qui sont mises en place en collaboration avec les membres du GAC, par rapport à la question du DNS, l'abus du DNS, comment gérer les abus du DNS, la formation des organes d'application de la loi. Cela est très important aussi.

Encore une diapo, s'il vous plaît.

En Océanie, nous allons entendre par la suite ce qui est fait en Océanie.

En ce qui concerne Genève et New-York, nous mettons en place des réunions d'information pour les OIG notamment.

Les étapes à suivre : qu'est-ce que nous allons faire dans l'avenir ? Nous avons travaillé avec le GAC, avec un groupe de travail du GAC, qui a déjà fini ses activités. Nous avons donc établi des principes directeurs par rapport au travail qui doit être fait. Donc, des séminaires en ligne, des téléconférences, des réunions d'information individuelles, la relation avec les pays non-membres du GAC. Voilà les conclusions donc qui découlent du travail qui a été fait par ce groupe de travail. Les activités systématiques sont mises en place par les différents groupes concernent aussi des activités qui sont faites de manière régulière avec les membres du GAC.

Mes collègues et moi-même sommes ravis de travailler avec vous pour voir ce que nous pouvons faire ensemble.

Nous travaillons également avec les gouvernements. Les membres du gouvernement africain nous ont demandé de tenir une réunion pour eux, parce qu'ils ont considéré qu'il y a beaucoup de travail en cours en Afrique et qu'ils souhaiteraient pouvoir suivre de près ce travail qui est fait en Afrique afin de pouvoir donc rencontrer les différents membres et parler des difficultés qu'ils peuvent rencontrer. Comment donc réconcilier l'intervention précoce du GAC et les séances de renforcement des capacités ? Comment opérationnaliser tout cela ? Voilà les

questions que nous nous posons et sur lesquelles nous aimerions travailler avec vous.

Et voilà, c'est la fin de ma présentation.

ALICE MUNYUA:

Merci de votre présentation. Je crois que nous pouvons recevoir des questions, des commentaires et des demandes des différents gouvernements.

L'Argentine, s'il vous plait.

ARGENTINE:

Merci Alice. Merci Anne-Rachel. Votre travail est très important, le travail dans ces régions.

Je voudrais mentionner des activités qui ont trait au secteur universitaire, notamment concentrées en Amérique latine ou en Amérique en général. Parce que tous les ans, on a l'école de gouvernance de l'Internet, et l'ICANN a participé activement, notamment cette année, avec une présentation très intéressante pour tout ce qui est lié à la transition de l'IANA et on a donné des bourses à tous les participants. Ce n'est pas seulement une contribution du point de vue académique, mais il y a des collègues de la région qui, après cet événement, ont participé à différentes activités de l'ICANN, etc. Alors, c'est bien

de partager tout cela, parce qu'ils ont participé à l'école dès le début et la communauté doit en être informée. Merci.

ALICE MUNYUA:

L'Indonésie ?

INDONÉSIE:

Merci. Je voudrais attirer votre attention sur le fait de la disponibilité de l'ICANN dans différents domaines. Avant, il n'y avait qu'un bureau en Afrique. Maintenant, on en a un à Singapour. Alors, ces bureaux de liaison pourraient peut-être donner du soutien aux activités de l'ICANN dans la région.

J'aimerais bien que ceci puisse être effectif, que l'on soit de plus en plus actif et voir le développement dans la région. Et, comme l'ICANN dit : c'est un monde, un Internet. Une région devrait aussi avoir un Internet parce que sinon, on aurait beaucoup d'Internet régionaux au lieu d'en avoir un seul. Merci.

ILES COOK:

En ce qui a trait à la région du Pacifique, on a beaucoup travaillé. Et bien que tous ces développements ne viennent pas tous du niveau national, le renforcement des capacités est lié à la sensibilisation dans tous les pays, mais aussi il faut comprendre qu'ils doivent faire une partie du travail. Il est important de signaler ce point et d'avoir le soutien de l'ICANN, notamment en

ce ayant trait aux questions juridiques, pour avoir des cadres dans chacun des pays de ces régions faiblement desservies, parce que je crois qu'il y a d'autres domaines dans la région qui partagent les mêmes enjeux avec nous.

Outre ce renforcement des capacités que l'on a donné aux pays d'Asie-Pacifique, je vous demande de vous rappeler que si l'on veut accéder à l'Internet. Ce qui s'est passé, c'est que le renforcement des capacités a eu lieu dans les différents pays.

Mais pour continuer avec la formation en ligne, cela ne signifie pas que ceci soit bon parce que l'Internet n'est pas toujours disponible.

Je voudrais entendre ce que vous avez à dire à cet égard.

ALICE MUNYUA:

Je crois qu'Anne-Rachel a posé deux questions à la fin et ce serait bien d'entendre nos collègues. Je ne sais pas si maintenant ou dans un moment, parce qu'on doit voir comment réconcilier l'intervention précoce du GAC et le renforcement des capacités.

Alors, je vais vous donner l'exemple des groupes de travail de la sécurité publique qui ont participé à différents PDP de la GNSO à une étape précoce afin d'assurer la participation du GAC à un moment donné et faire les commentaires liés à cette activité.

Peut-être nous n'avons pas le temps maintenant, mais il faut voir comment on peut faire en sorte que les membres du GAC puissent avoir une participation importante dans tout le travail de l'ICANN, conjointement à la participation précoce à ce niveau. Je crois qu'il est important d'analyser les idées dès maintenant.

Il y a d'autres questions qu'on devrait peut-être aborder. Une de ces questions, Anne-Rachel, Tarek et le reste de l'équipe sont dédiés au travail régional des gouvernements. Nous avons vu ceci en Afrique, et je demanderais davantage pour l'avenir, notamment concernant la participation de l'Amérique du Sud, d'Asie-Pacifique, de l'Afrique, en ce ayant trait à la participation au travail de politique de l'ICANN.

J'aimerais entendre vos commentaires. Qu'en pensez-vous ?
Merci.

PARAGUAY:

Merci, madame la Présidente.

Je voudrais mentionner certaines activités que nous menons à bien dans la région de l'Amérique du Sud avec l'ICANN. L'année dernière, pendant la 53e réunion de l'ICANN à Buenos Aires, le Secrétariat national a signé un protocole d'accord avec l'ICANN. Il y a deux questions importantes qui ont été incluses dans ce mémo, à savoir le soutien au modèle de gouvernance de

l'Internet des multiples parties prenantes et la manière de développer des mécanismes multipartites au niveau régional et national.

Et deuxièmement, le soutien au développement de l'industrie des noms de domaine de l'Internet au Paraguay et dans la région.

Depuis lors, on a travaillé pour établir des dialogues avec les communautés locale et régionale, avec des associés, des alliés d'autres pays, pour créer les capacités et le consensus nécessaire, également pour contribuer au futur développement de l'Internet.

Au Paraguay, nous soutenons la création d'une commission internationale, une organisation multipartite nationale pour développer des politiques publiques liées à l'Internet de manière participative, ascendante, inclusive. Et tout cela régi par le chapitre de l'ISOC au Paraguay et soutenu par le ministère des TIC au niveau national, l'ICANN et LACTLD. Nous avons organisé avec succès un grand nombre de réunions où on a pu avancer au développement d'un modèle local.

Pour ce qui est du développement de l'industrie du DNS au Paraguay et dans la région, je voudrais mentionner qu'on discute la création d'un nouvel élément dans la recherche d'un écosystème en toute santé en Amérique latine.

La région fait face à des enjeux énormes pour explorer le secteur des enregistrements des noms de domaine en particulier. Notre région concentre à peine 10 % des utilisateurs d'Internet. Une étude récente de LACTLD et de l'ICANN suggère que 2,7 % des noms de domaine sont enregistrés et opérés dans la région.

Il y a très peu de pays dans nos régions qui montrent un taux de pénétration de plus de dix enregistrements de noms de domaine tous les mille utilisateurs, ce qui nous laisse en arrière de certains pays comme les Pays-Bas, la Suisse et l'Allemagne avec des taux de 355, 272 et 335 respectivement – si je ne m'abuse.

Bref, les chiffres montrent un énorme potentiel de croissance pour notre secteur dans la région et nous croyons que tous les efforts sont importants pour trouver la manière durable de remplir ce fossé. Il est temps d'élaborer des stratégies pour le progrès du secteur et pour pouvoir aider. Il y a l'idée d'aider à l'établissement d'un secteur d'entrepreneurs régionaux du DNS, en suivant les bons résultats observés au Moyen-Orient avec l'alliance entre l'Autorité de réglementation des télécommunications de l'Égypte et l'ICANN.

Ces projets continus, il y a un an qu'on fait des ateliers, des sessions de renforcement des capacités dans la région. Alors, il faudrait avoir cette expérience, imiter cela, et c'est important pour le Paraguay et pour le développement de la communauté latino-américaine et des Caraïbes.

ROYAUME-UNI:

Merci beaucoup de toutes les présentations et à Anne-Rachel, merci d'avoir mentionné tout le travail effectué par l'équipe de participation mondiale des parties prenantes. C'est impressionnant de voir le nombre de questions qui ont été abordées et l'énorme portée, la diffusion externe avec un grand nombre de communautés, et sans doute les bénéfices apportés en termes de renforcement des capacités, la promotion de la prise de conscience et la création d'opportunités pour un plus grand engagement.

Je voulais revenir à une question mentionnée par Alice, concernant la participation dans les processus du GAC et de l'ICANN en termes généraux.

Ici, on considère la diversité dans le CCWG, le groupe de travail intercommunautaire, notamment dans la piste de travail 2, la participation des communautés des pays en développement et des petits états insulaires en développement, qui se trouvent face à de nombreux défis que nous connaissons bien. Ceci implique aussi le développement durable et la considération des objectifs liés à tous cela.

Le GAC travaille de manière à aider au développement. Nous travaillons également dans la période d'intersession dans des groupes de travail sur des questions spécifiques. Et tel, qu'Alice

l'a mentionné, ceci créait des opportunités pour que les représentants du GAC à l'échelle mondiale puissent participer activement de ces domaines de travail si important, de ces pistes de travail à travers des réunions virtuelles, par Internet, etc. Et si, cela n'est pas possible, c'est-à-dire si l'on ne peut pas assister en personne à une réunion de l'ICANN. Ces contributions intersessions seront transmises dans les résultats du GAC, dans les réunions en personne. Alors, nous nous trouvons face à un message important que l'on transmette à tous les collègues du monde.

Il y a un grand nombre de possibilités et de contribuer au travail du groupe de travail dans les périodes intersessions. Et ceci, fait en sorte que les gouvernements puissent transmettre le message à leur communauté de parties prenantes, pour voir comment ils peuvent s'impliquer dans les processus de l'ICANN. Il n'est pas seulement question de voir si l'on peut assister en personne à une réunion. Il y a beaucoup de possibilités de travailler en ligne dans la période d'intersession, et on travaille beaucoup. Je crois que c'est le message le plus important qu'il faut souligner.

Nous devons essayer d'établir, de définir quels sont les problèmes, les barrières qui empêchent une participation efficace à travers les groupes de travail du GAC et aussi, d'autres processus de la communauté de l'ICANN. Alors, il faut analyser

les problèmes et les barrières pour la participation dans les régions faiblement desservies, dans les petits états insulaires en développement, et je crois que l'initiative est vraiment importante. J'espère bien que le groupe de travail développera les indicateurs et les modalités pour analyser le problème. Et, lorsqu'on parle de la diversité d'un point de vue plus vaste, pour après la transition, nous aurons de meilleures informations.

Merci beaucoup.

ALICE MUNYUA:

Merci au Royaume-Uni.

Ensuite, j'ai le NEPAD et puis le Pérou.

NEPAD:

Merci Alice et Anne-Rachel de la présentation et du travail effectué par le groupe.

Je voulais me faire l'écho de l'importance de la stratégie de sensibilisation régionale de l'ICANN et de la manière dont cela a aidé au travail que nous effectuons et tel que l'Argentine l'a dit. Nous, en Afrique, nous avons également organisé l'école de gouvernance de l'Internet pour sensibiliser sur les questions liées à la gouvernance. L'ICANN nous a donné son soutien, il a donné son assistance et il a donné quelques présentations techniques. Je voulais souligner que nous revenons à l'idée que

l'on a besoin d'une participation des gouvernements. Cela est important et nous devons continuer à travailler là-dessus, mais nous devrions voir aussi comment lier tout cela avec les activités existantes pour éviter de créer des divisions, des barrières entre ce qui existe déjà et la nouvelle participation.

Je pense spécifiquement aux questions liées à la gouvernance de l'Internet, au Sommet africain et à d'autres activités en cours. Il faut être bien sûr qu'il n'y ait pas de superpositions qui puissent nous isoler de tous ces processus en cours de développement. Nous avons eu une direction stratégique envers les communautés économiques régionales. Parce que c'est ces communautés qui interagissent activement avec les états membres. Nous pensons qu'il est essentiel que ces communautés participent activement ainsi que les états membres.

Merci.

INTERPRÉTE: Alice Munyua passe la parole au Pérou.

PÉROU: Je peux parler en espagnol ?

ALICE MUNYUA: Oui, bien sûr.

PÉROU : Je voudrais en premier lieu vous dire qu’au Pérou, pendant les derniers mois de cette année, nous avons mené trois séminaires liés à la cyber-délinquance, qui ont été financés par l’ICANN.

Ces séminaires ont été très positifs. Nous avons réussi à sensibiliser cent vingt personnes, à entraîner ces personnes sur des questions liées spécifiquement à la sécurité.

D’autre part, je voulais faire un commentaire lié au financement du GAC – et à ce que je considère, fait partie de l’engagement avec le GAC. Il y a environ un mois, il y a eu une conférence téléphonique dirigée par Rodrigo De la Para et là, on expliquer le fonctionnement du GAC et on invitait des pays de l’Amérique latine à se lier au GAC.

Tout a été très intéressant, très bien fait, mais à aucun moment de la conférence, on n’a mentionné la possibilité non seulement de participer mais de faire des contributions économiques. Je crois qu’une partie de l’engagement vis-à-vis de cette thématique, c’est aussi le financement. Et je me permets d’insister et de dire à tous les représentants ici présents que j’appartiens à un pays qui fait des contributions dans la mesure de ses possibilités, et si le Pérou peut le faire, tous les pays peuvent le faire.

Je voudrais maintenant aborder la présentation de Gema qui a été vraiment excellente. Et je voudrais mentionner que l'origine des pays, les questions qui se posent, c'est-à-dire ceux qui participent... Il devrait y avoir plus de diversité. Ce n'est pas possible que face à une thématique qui nous intéresse tous, les opinions très intéressantes et très justifiées, bien évidemment, et bien que toutes ces opinions viennent de pays qui ont une expérience très ancienne par rapport à l'Internet, des pays avec un développement économique connu. Alors, la prochaine fois qu'on abordera une discussion de ce genre et quand on lèvera la main, même si on n'a pas le temps, il faut assurer la diversité de la participation. Parce que le Danemark, la Grande-Bretagne, la Finlande et la Suède sont des pays très importants, avec des représentants très bien préparés. À vrai dire, ils ne me représentent pas. Ils ne représentent pas ma réalité. J'oserais même dire que ma réalité est plus représentée dans le monde que la leur. Alors, la prochaine fois, j'aimerais avoir l'opportunité de parler.

Merci, beaucoup.

ALICE MUNYUA:

Merci, le Pérou. Je passe maintenant la parole à la Suisse.

Je crois qu'il serait utile que tous les membres du GAC se souviennent lorsque l'ICANN parle du renforcement des capacités et d'un vaste éventail de ressources, on parle entre autres choses du renforcement des capacités au niveau national, le développement du DNS pour de nombreuses parties prenantes dont les gouvernements en sont un élément. Alors, cela est important pour les opérateurs de registre, les bureaux d'enregistrement, les opérateurs de ccTLD, des acteurs de l'industrie travaillent dans le DNS. Alors, lorsque l'on parle de renforcement des capacités, cela peut vouloir dire différentes choses, non seulement le renforcement des capacités pour les gouvernements.

En ce qui a trait au renforcement des capacités pour les gouvernements y compris le GAC, je dois dire qu'il y a eu une rétroaction pratique du secrétariat de l'ACIG pour le personnel de l'ICANN. Cela est toujours bienvenu si cela est fait promptement. Il y a beaucoup de manières de résoudre des problèmes auxquels certains pays se voient confrontés sans beaucoup d'efforts et sans trop de planification.

S'il y a des problèmes spécifiques du point de vue de la liste de diffusion, les arrangements pour les réunions, les technologies utilisées par le GAC, la participation telle que le Royaume-Uni l'a mentionnée, la question des langues et des traductions, toutes ces questions d'ordre pratique affectent un grand nombre de

membres du GAC de manière immédiate pas mal de fois, et ce n'est pas toujours clair s'il y a eu une solution. Mais bien souvent, il y en a une. Alors, je vous demande de contacter le personnel de l'ICANN, le personnel du secrétariat. Demandez de l'aide à l'ACIG, aux organisations de soutien. Et s'il y a ce genre de rétroaction, de commentaires, nous pouvons donner une réponse et même changer le système. Alors, il est très important d'avoir une rétroaction pratique.

Et pour finir, en revenant à mon premier commentaire sur le renforcement des capacités à laquelle l'ICANN contribue énormément, il y a des réunions qui traitent de la question et bien souvenez-vous que l'on inclut les gouvernements, mais qu'il y a d'autres parties prenantes. Il y a bien plus que les gouvernements. Alors, lorsqu'on parlera des politiques futures pour les gTLD, il y a beaucoup de questions sont à considérer.

Dans la dernière série de gTLD, on avait le programme pour les régions faiblement desservies pour voir s'il y avait de l'aide afin d'encourager les candidatures aux nouveaux gTLD de ces régions. Eh bien, il y en a qui pensent que cela n'a pas été aussi efficace que l'on pensait. Et il y a donc une question plus importante du point de vue du renforcement des capacités, une autre question pratique.

IRAN:

Une question. Lorsque l'on organise tout ce qui est lié au renforcement des capacités, avez-vous pris en compte ou avez-vous discuté ou débattu dans un groupe régional ou sous-régional d'un pays ? Quel est le besoin réel ou avez-vous un programme de base et vous le présentez ? Autrement dit, ce renforcement des capacités tient compte des exigences de chacun de ces pays, de ce que les gens qui planifient ces sessions, ces séances, pensent ? On sait vraiment quelles sont les priorités et les besoins ? Quels sont les domaines où l'on a davantage besoin d'informations ? Et puis, on fait un suivi de ce qui a été fait – un suivi des actions, on utilise la même expérience dans la prochaine réunion de renforcement des capacités.

ALICE MUNYUA:

L'Iran. Oui, c'est une question très importante, et nous en avons parlé – lorsqu'on a parlé des besoins du gouvernement local. Le groupe des pays moins favorisés voudrait mener à bien une enquête pour connaître les besoins spécifiques pour des membres du GAC et pour ceux qui ne sont pas membres du GAC.

Je vais prendre la dernière question et puis, je vais passer la parole à Anne-Rachel, parce que je vais remettre la parole à la présidence du GAC.

BURUNDI: Du Burundi. Nous avons très récemment adhéré au GAC. Justement, j'aimerais abonder dans le sens de mon précédent interlocuteur en ce qui concerne le programme de renforcement des capacités. Nous et notre registre national, on avait voulu faire un programme de renforcement des capacités, mais nous avons besoin d'une expertise extérieure. Pour des raisons que notre pays traverse, l'expertise n'a pas pu venir soi-disant pour des raisons de sécurité. Mais bon, la sécurité est discutable.

J'aimerais savoir si au niveau du staff community – là, je m'adresse à Mme Alice Munyua, si vous pouviez nous linker, nous connecter à ces programmes des capacités pour qu'à défaut que ça se passe chez nous. Je ne vais pas pointer des pays, mais je pense que mon pays – il y a plus de sécurité dans certains pays. On ne va pas faire polémique; pour être pragmatique, est-ce que vous pouvez nous linker, nous connecter, avec notamment si ça peut se passer au Kenya, au Tanzanie ou en Ouganda ? C'était juste pour ça. Merci bien.

ANNE-RACHEL INNE: Merci beaucoup. Merci de toutes ces questions. Et pour revenir à la question de Kavouss concernant nos priorités, nous tenons compte bien sûr de ces priorités. Nous analysons ce que fait notre équipe dans les différentes régions, nous avons quelques régions où la stratégie régionale a été élaborée à partir des contributions locales, à partir donc de ce qui a été signalé

comme les besoins locaux. Voilà pourquoi nous tenons compte de ces priorités.

Dans d'autres pays, il y a plutôt le besoin de renforcer le niveau des bureaux d'enregistrement, par exemple pour les ccTLD, ou comment renforcer les domaines de premier niveau ou bien comment sécuriser le réseau des gouvernements, etc. Nous n'imposons pas sur un pays un type de développement ou de renforcement des capacités – tout comme le Burundi vient de le faire, nous essayons d'écouter les besoins des différents pays – il y a donc eu un souci au Burundi parce qu'il y a eu des problèmes internes, et ce développement de renforcement des capacités n'a pas pu avoir lieu. Mais, nous allons donc mettre en place d'autres programmes pour les opérateurs de réseau dans les centres d'entrepreneuriat d'Afrique, et le Burundi pourra y participer. Nous allons nous assurer que ces programmes puissent avoir lieu et un petit peu sur mesure si vous voulez, avec des programmes qui puissent être développés dans les langues locales, etc.

Dans la mesure du possible, nous nous assurons que cela puisse avoir lieu et nous essayons de nous assurer également de tenir compte des priorités, des inquiétudes des différentes régions, des différents pays. Tout cela fait partie de notre stratégie régionale. Merci beaucoup, Alice.

ALICE MUNYUA: Merci Anne-Rachel et merci à tous ceux qui ont participé avec leurs commentaires ou leurs suggestions. Nous allons avoir une réunion avec l'équipe de relation avec les parties prenantes gouvernementales au niveau mondial et nous allons donc revenir à vous pour vous raconter comment nous allons poursuivre notre travail.

PRÉSIDENT SCHNEIDER: Merci beaucoup. Comme vous le savez, c'est la pause-déjeuner. Le GAC, les dirigeants du GAC, nous allons nous réunir dans une autre salle pour des questions logistiques. Et nous allons essayer donc de finir notre réunion aussi vite que possible. Bon appétit et n'oubliez pas les photos.

OLOF NORDLING: Je vous demande d'aller dans la salle Piazza pour vous faire prendre en photo. Voyez l'accueil, c'est dans le deuxième niveau, juste au-dessus de la zone d'enregistrement. Je vous demande de bien vouloir aller dans cette salle pour vous faire prendre en photo.

PRÉSIDENT SCHNEIDER: C'est très facile. La piazza est entre la trattoria et la gelateria. Merci beaucoup et à tout à l'heure.

[PAUSE-DÉJEUNER]